



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRANS/2002/3  
6 décembre 2001

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS  
(Soixante-quatrième session, 18-21 février 2002,  
point 3 de l'ordre du jour)

**QUESTIONS DÉCOULANT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'EUROPE, DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET D'AUTRES  
ORGANES DES NATIONS UNIES**

**Note du secrétariat**

**I. DISPOSITIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL POUR LE COMITÉ DES TRANSPORTS  
INTÉRIEURS**

1. La Commission économique pour l'Europe a tenu sa cinquante-sixième session du 8 au 11 mai 2001<sup>1</sup>. Elle a axé ses débats, notamment, sur les questions suivantes: Environnement, énergie et transports: renforcement des liens dans la région de la CEE; Déclaration du Millénaire: défis pour l'Europe; Orientations stratégiques de la CEE.
2. Le Comité souhaitera peut-être prendre note des diverses questions figurant dans le présent document, dont il a eu à connaître, pour une bonne part, dans le cadre de son programme de travail. Il est prié de prendre ces questions dûment en considération lors de l'examen des points pertinents de l'ordre du jour et d'indiquer des mesures de suivi appropriées<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Des exemplaires du Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe portant sur la période allant du 6 mai 2000 au 11 mai 2001 (E/2001/37-E/ECE/1387) seront mis à la disposition des participants.

### **Coopération intersectorielle**

3. La Commission a approuvé les décisions et recommandations adoptées à la Réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé le 4 mai 2001 et invité les organes subsidiaires principaux à en tenir compte dans leurs futurs travaux.
4. En outre, elle a souligné la nécessité d'imprimer un nouvel élan aux travaux visant à donner suite aux Conférences de Vienne et de Londres en dégagant, parmi les domaines couverts par le Programme commun d'action et la Charte de Londres, un certain nombre de questions prioritaires qui correspondent à des problèmes clefs que pose la création d'un système de transports viables pour l'environnement et la santé dans la région de la CEE.
5. Par ailleurs, la Commission s'est déclarée intéressée par le projet de «corridor bleu», dans la mesure où il permettrait de promouvoir le transport écologiquement rationnel de marchandises le long d'un grand corridor paneuropéen Est-Ouest et pourrait être reproduit pour d'autres grands axes européens, et a invité le Comité de l'énergie durable et le Comité des transports intérieurs à examiner la faisabilité de ce projet et à lui en rendre compte.
6. En outre, la Commission a invité les principaux organes subsidiaires à renforcer les liens intersectoriels dans divers domaines, dont les suivants:
  - i) Travaux relatifs aux normes et procédures douanières visant à faciliter le franchissement des frontières et le commerce et
  - ii) Énergie et transports, en particulier études des performances environnementales et conventions de la CEE sur l'environnement intéressant les secteurs de l'énergie et des transports.
7. Elle a également:
  - i) Prié les organes subsidiaires principaux d'examiner les moyens les plus efficaces, les plus souples et les plus économiques de régler les questions intersectorielles telles que celles mentionnées ci-dessus. Les modalités suivantes pourraient être envisagées: réunions conjointes des organes ou de leurs bureaux; création, sous leurs auspices, d'un groupe conjoint d'experts ou d'une équipe spéciale commune; participation d'un membre d'un organe à une réunion d'un autre organe; exécution et suivi conjoints de projets particuliers; et création d'une page Web afin de faciliter la mise en commun de données sur l'évolution de la coopération intersectorielle.
  - ii) Prié les organes principaux subsidiaires de faire tous les ans le bilan de la coopération intersectorielle en cours et d'examiner les nouveaux domaines qui pourraient faire l'objet d'une telle coopération, en vue de les signaler à l'attention des autres organes concernés, la décision finale revenant à la Commission. Il a été souligné qu'il était essentiel, pour que l'action de la CEE reste efficace, d'examiner et d'évaluer régulièrement les programmes et d'informer en temps opportun les États membres des résultats de cette évaluation.

- iii) Encouragé les organes subsidiaires principaux à trouver de nouveaux moyens d'assurer la mise en oeuvre des activités intersectorielles, y compris l'allocation de ressources ordinaires et la mobilisation de fonds extrabudgétaires pour ces activités.

### **La Déclaration du Millénaire**

8. Compte tenu des débats de la Commission sur ce point, le Président a fait un certain nombre de propositions visant à aider les pays membres de la CEE à appliquer les objectifs de la Déclaration du Millénaire et à suivre les progrès réalisés. Les mesures proposées sont, notamment, les suivantes:

- Inviter les organes subsidiaires principaux à examiner la contribution qu'ils pourraient apporter au processus d'application et les moyens d'intégrer à leurs programmes de travail les préoccupations exprimées dans la Déclaration du Millénaire et les objectifs qui y sont énoncés;
- Nouer un dialogue avec les parties intéressées, à savoir les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires et le monde des affaires, afin de sensibiliser le public et de promouvoir la coopération entre les secteurs public et privé dans le cadre du suivi de la Déclaration du Millénaire;
- Promouvoir la mise en commun et la diffusion d'informations sur les mesures prises aux niveaux national et régional pour appliquer la Déclaration du Millénaire en mettant à profit les outils et technologies disponibles afin de stimuler le dialogue entre les spécialistes et de sensibiliser davantage le public. En particulier, ces outils pourraient être utilisés pour favoriser l'application des instruments juridiques de la CEE.

### **Activités opérationnelles**

9. Un certain nombre de pays en transition, à savoir l'Arménie, le Bélarus, la Fédération de Russie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldova et l'Ukraine, ont fait valoir qu'il importait que la CEE appuie le processus de transition vers une économie de marché. À ce sujet, la Commission a souligné les besoins prioritaires de l'Asie centrale et Sud-Caucase et encouragé la Directrice exécutive à accroître l'aide aux pays de ces régions, par le biais de la coopération régionale et sous-régionale et en collaboration avec d'autres organisations et institutions internationales, en particulier dans le cadre de programmes et projets expressément destinés à ces régions, étant entendu que des ressources suffisantes devraient être dégagées à cette fin.

10. En outre, la Commission a invité le secrétariat à rendre compte à la session annuelle suivante des activités de la CEE dans la région de la Méditerranée.

## **II. SESSION DE FOND DE 2001 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

L'attention du Comité est appelée sur les résolutions intitulées «Travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses» et «Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar» adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2001 (Genève, 2-26 juillet 2001), dont le texte est reproduit ci-dessous:

**2001/29**

**Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* ses résolutions 1982/57 du 30 juillet 1982, 1983/62 du 29 juillet 1983, 1984/75 du 27 juillet 1984, 1985/70 du 26 juillet 1985, 1987/69 du 8 juillet 1987, 1989/119 du 28 juillet 1989, 1991/74 du 26 juillet 1991, 1993/60 du 30 juillet 1993, 1995/48 du 27 juillet 1995, 1997/48 du 22 juillet 1997 et 1999/37 du 28 juillet 1999,

*Se référant* à la résolution 912 (1989) adoptée le 1<sup>er</sup> février 1989 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe<sup>1</sup>, relative aux mesures visant à encourager la construction d'un grand axe de circulation de l'Europe du Sud-Ouest et à étudier d'une manière approfondie la possibilité d'une liaison fixe à travers le détroit de Gibraltar,

*Se référant également* à la Déclaration de Barcelone, issue de la Conférence euroméditerranéenne, tenue à Barcelone en novembre 1995, et au programme de travail y annexé, qui vise, dans le domaine des transports, la connexion des réseaux méditerranéens au réseau transeuropéen, de manière à assurer leur interopérabilité,

*Se référant en outre* à la Déclaration de Lisbonne, issue de la Conférence sur les transports en Méditerranée, tenue à Lisbonne en janvier 1997, et aux conclusions de la Conférence paneuropéenne, tenue à Helsinki en juin 1997, sur les corridors en Méditerranée qui intègre la liaison fixe,

*Prenant note* du rapport de suivi établi conjointement par la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Afrique<sup>2</sup> conformément à la résolution 1999/37,

*Prenant note également* des conclusions des deuxième et troisième rencontres du Groupe des transports dans la région de la Méditerranée occidentale, tenues respectivement à Rabat en septembre 1995 et à Madrid en janvier 1997, ainsi que des conclusions de l'étude sur les infrastructures des transports dans cette région, selon lesquelles la liaison fixe figurait parmi les corridors prioritaires pour l'extension du réseau transeuropéen,

1. *Se félicite* de la coopération autour du projet de liaison à travers le détroit de Gibraltar qui s'est établie entre la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Europe, les Gouvernements espagnol et marocain, ainsi que des organisations internationales spécialisées;

2. *Se félicite également* de l'organisation, par l'Association internationale des travaux en souterrain, sous l'égide de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission

---

<sup>1</sup> Voir Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, quarantième session ordinaire (troisième partie), 30 janvier-3 février 1989, *Textes adoptés par l'Assemblée*, Strasbourg (France), 1989.

<sup>2</sup> E/2001/19, annexe.

économique pour l'Afrique, du séminaire sur la modélisation des coûts des tunnels qui s'est tenu en avril 1999 à Rabat;

3. *Se félicite en outre* de l'avancement des études du projet, notamment la réalisation de forages profonds en mer, qui ont donné une impulsion décisive aux reconnaissances géologiques et géotechniques des formations sous-marines;

4. *Rend hommage* à la Commission économique pour l'Europe et à la Commission économique pour l'Afrique pour le travail qu'elles ont accompli en établissant le rapport de suivi du projet<sup>2</sup> demandé par le Conseil dans sa résolution 1999/37;

5. *Réitère* aux organisations compétentes des Nations Unies ainsi qu'aux organisations non gouvernementales, notamment l'Association internationale des travaux en souterrain et l'Union internationale des chemins de fer, son invitation à participer aux études et travaux sur la liaison fixe à travers le détroit de Gibraltar;

6. *Réitère également* à la Commission européenne son invitation à étudier la possibilité de participer à la consolidation des études et au développement du projet aussi bien sur le plan institutionnel que sur le plan financier, au titre de la coopération euroméditerranéenne dans le domaine des transports actuellement mise en place dans le cadre du Processus de Barcelone;

7. *Demande* aux Secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Europe de continuer à participer activement au suivi du projet et de faire rapport au Conseil à sa session de fond de 2003;

8. *Prie* le Secrétaire général d'apporter un appui formel et, dans la mesure où les priorités le permettront, les ressources nécessaires, dans le cadre du budget ordinaire, à la Commission économique pour l'Europe et à la Commission économique pour l'Afrique afin de leur permettre de mener à bien les activités susmentionnées.

43<sup>e</sup> séance plénière  
26 juillet 2001

## 2001/34

### **Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système général harmonisé de classement et d'étiquetage des produits chimiques**

*Le Conseil économique et social,*

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système général harmonisé de classement et d'étiquetage des produits chimiques<sup>3</sup> pendant la période biennale 1999-2000,

---

<sup>3</sup> E/2001/44.

1. *Remercie* de ses travaux le Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système général harmonisé de classement et d'étiquetage des produits chimiques;
2. *Décide* d'approuver le programme de travail du Comité pour la période biennale 2001-2002, tel qu'il figure au paragraphe 31 du rapport du Secrétaire général<sup>3</sup>;
3. *Prie instamment* le Secrétaire général de faire paraître sans retard la onzième édition révisée des *Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses: règlement type* en arabe, ainsi que la troisième édition révisée des *Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses: manuel d'épreuves et de critères*, en arabe, espagnol et français;
4. *Prie* le Secrétaire général:
  - a) De faire distribuer le texte des nouvelles recommandations et des recommandations modifiées<sup>4</sup> aux gouvernements des États membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organisations internationales intéressées;
  - b) De publier la douzième version révisée<sup>5</sup> des *Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses: règlement type*, ainsi que les amendements à la troisième édition révisée des *Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses: manuel d'épreuves et de critères*<sup>6</sup> dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, de la manière la plus économique possible, d'ici la fin de 2001;
  - c) De continuer à envisager la possibilité de publier les *Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses* sur CD-ROM, si possible consultables en mode interactif, par exemple grâce à des accords commerciaux conclus avec des entreprises extérieures;
5. *Décide* de reporter à la reprise de sa session de fond de 2001 la poursuite de l'examen du rapport du Secrétaire général.

43<sup>e</sup> séance plénière  
26 juillet 2001

-----

---

<sup>4</sup> ST/SG/AC.10/27/Add.1 et Add.2.

<sup>5</sup> ST/SG/AC.10/1/Rev.12.

<sup>6</sup> ST/SG/AC.10/11/Rev.3, Amend.1.